

## Nouvelle carte interactive du Budget 2026 :

### Un texte sénatorial amélioré mais toujours injuste et dangereux pour les territoires industriels

Intercommunalités de France reste très inquiète après le vote par le Sénat du Budget 2026. En effet, même si le travail des sénateurs a permis de faire baisser la contribution globale des collectivités, le déséquilibre entre niveaux de collectivités s'est renforcé : désormais, selon nos estimations, l'effort imposé aux intercommunalités est supérieur à la moitié de l'ensemble des ponctions. L'association appelle députés et sénateurs à sérieusement corriger en commission mixte paritaire ce déséquilibre, qui concerne toujours tout particulièrement les territoires industriels dont une cinquantaine est impactée à hauteur de plus de 4 % de leurs recettes annuelles de fonctionnement, toutes dispositions cumulées.

Si l'effort demandé aux intercommunalités baisse de 400 millions d'euros entre la version du Gouvernement et celle du Sénat, ce qui va dans le bon sens, l'enjeu d'une juste répartition entre les différents niveaux de collectivités est loin d'être résolu. Au contraire, ce déséquilibre s'accroît puisqu'initialement portant 37 % de l'effort, les intercommunalités devraient contribuer désormais à hauteur de 52 % de l'ensemble des mesures impactant les collectivités, soit plus du double de leur part dans les dépenses locales.

Malgré le plafonnement sur la baisse de compensation au titre des locaux industriels introduit par le Sénat, l'accumulation des dispositifs pèse toujours davantage sur les intercommunalités, et en particulier sur les territoires industriels. Ainsi, selon les estimations d'Intercommunalités de France, le Dilico, la baisse de la DC RTP et la baisse de la compensation locaux industriels représenteraient toujours une contribution de plus de 2 % des recettes de fonctionnement pour environ 320 intercommunalités et dépasseraient même les 4 % pour une cinquantaine d'entre elles, y compris dans des territoires défavorisés.

Intercommunalités de France adressera ses positions à l'attention des parlementaires membres de la commission mixte paritaire pour rendre l'effort plus digeste et plus juste pour les intercommunalités, à la veille du nouveau mandat 2026-2032.

Un certain nombre d'autres mesures font également l'objet d'une inquiétude toute particulière de la part des élus d'Intercommunalités de France : hausse de la TGAP, baisse des crédits de certaines missions (financement du programme Territoires d'industrie et des conseillers numériques France Services), baisse des soutiens au financement de la transition écologique, etc. Enfin, Intercommunalités de France regrette que le débat budgétaire soit resté sans capacité à dessiner un cap clair sur la simplification de l'action publique et sur une vision pluriannuelle des finances locales, qui sont les seules réponses structurelles aux difficultés actuelles.

[Visualiser la carte des impacts du Budget 2026 tel que voté par le Sénat](#)

[Retrouver les estimations du coût des mesures de la copie sénatoriale sur les intercommunalités](#)

Contact presse : Yoann Jacquet – [y.jacquet@intercommunalites.fr](mailto:y.jacquet@intercommunalites.fr) – 06 71 50 65 88

#### À propos d'Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est une association nationale d'élus représentant les intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux. Elle accompagne ses adhérents par la mise à disposition de l'expertise de son équipe. L'association fédère aujourd'hui près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories juridiques : 17 métropoles, 205 communautés d'agglomération, 11 communautés urbaines, 10 établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, 720 communautés de communes, qui représentent près de 80 % de la population française. En savoir plus : [www.intercommunalites.fr](http://www.intercommunalites.fr)